

revendiquant ici l'africanité, ailleurs la créolité, contemplant d'un côté de l'Atlantique l'enracinement en Égypte, de l'autre l'éventualité d'une colonisation africaine de l'Amérique d'avant Colomb (20), ou enfin, de façon plus marginale, réclamant l'exclusivité de l'héritage hébraïque (21). Il n'y a là, en définitive, qu'un seul et même désir de pallier les formes multiples du déracinement. Nous parlons d'un autre type de conflits, ceux qui ne manquent pas d'apparaître quand deux groupes revendiquent le même héritage (la Macédoine en offrant un exemple privilégié).

(20) I. Van Sertima, *Ils y étaient avant Colomb*, Paris, Flammarion, 1976.

(21) Abu di-Djilène Sicé : « Libéria : pour les "Hebrew Israelites", le Christ était... noir ! », *Présence africaine*, n° 70, 1969. Ainsi que « The Forgotten Tribe of Israël », *The Independant on Sunday*, 17 mars 1996.

A Dakar, lors de la soirée de gala, on nous présenta un ballet égyptien, censé sceller les amitiés égypto-sénégalaises. On jouait quelques pièces du répertoire « égyptianisant », mettant en scène Néfertiti ou Cléopâtre. Mais tous les danseurs de la troupe étaient blancs comme des cygnes, à coup sûr pas représentatifs de la population égyptienne actuelle ni antique. Quand on sait en outre avec quelle ferveur le peuple égyptien accueillit le retour au pays natal des anciens pharaons longtemps exilés dans les musées occidentaux, et qu'il n'était pas forcément enclin à les considérer comme des rois « négres », on mesure l'ampleur du malentendu...

François-Xavier Fauvelle
Centre de recherches africaines
Université de Paris I

Besoin de démocratie

Brefs éléments de réponse à Patrice Yengo et quelques autres

« Mon père disait : "Les Blancs nous ont laissé leurs défauts, nous les avons améliorés." La question se pose alors de savoir quelle est la part propre des Africains à l'"amélioration" de ces défauts. (...) Mobutu recevant un représentant des Nations unies qui lui faisait part de l'indignation internationale face à son refus de démocratiser la vie politique au Zaïre, demande ce qu'il faut faire. Le représentant lui répond : "faire revenir tous les exilés politiques, permettre le multipartisme et élaborer une constitution". Mobutu se retourne et s'adressant à son conseiller politique (...) lui dit dans un lingala châtié : "Les Blancs veulent une constitution, n'y a-t-il pas un juriste zaïrois pour écrire quelque chose qui puisse leur faire plaisir ?" (...)

"Pourquoi être le chef si on n'a pas le droit de transgresser la loi ?", me demandent souvent mes étudiants. Cette question nous laisse percevoir au moins un élément fondamental : le rapport à la loi.

La démocratie en Afrique n'a jamais été définie par le contenu d'une forme de vie qui exprimerait les intérêts universalisables de tous les individus. Elle a été considérée comme un mécanisme de réintégration

des fractions politiques post-coloniales dans le champ du pouvoir. (...) La loi est offense au dirigeant africain, au législateur. Elle les place dans une situation d'une inextricable instabilité entre l'injustice quotidienne d'une part et la transgression qui leur profite (...).

La "démocratie" est donc le dernier avatar de cette pathologie de la domination dans laquelle l'élite africaine se complait, car elle tue matériellement et spirituellement, détruit l'État, sclérose les institutions et corrompt dirigeants et dirigés. (...) Quand est-ce que la démocratie va se terminer ? demande-t-on encore dans les rues d'Afrique. La tâche prochaine des démocrates africains est de détruire cette démocratie-là car elle porte déjà en elle les germes de sa propre négation (1). »

ON ne pourra m'empêcher de ressentir un mélange de compréhension, de colère et d'appréhension face à la multiplication présente de tels écrits de désespoir. Il n'en reste pas moins qu'ils servent bien involontairement la cause des dictateurs, qu'ils s'appellent Mobutu ou Fonds monétaire international.

Le coup d'État de février dernier au Niger n'a pas été le premier de la « nouvelle génération » de coups en Afrique. C'est le microscopique archipel de São Tomé e Príncipe qui a commencé les 15-22 août 1995. Des soldats non payés depuis six mois chassèrent le Président élu Miguel Trovoada, avant de lui rendre l'intégralité de son pouvoir face au désaveu unanime de la communauté internationale et des pays voisins. La population n'applaudit ni ne réprouva, continuant tranquillement ses activités. Ces militaires n'avaient aucun but dictatorial. Ils prirent le pouvoir comme on fait une manifestation à Paris, ils n'interdirent pas les partis. L'amnistie votée par l'Assemblée cernée par eux, ils rentrèrent dans leurs piteuses casernes (2). Au

Niger six mois plus tard, la population a semble-t-il applaudi. Est-ce enfin le début de la destruction de « cette démocratie-là » ?

Poser le problème de la démocratie en Afrique noire, c'est poser tous les problèmes à la fois. D'où la grande complexité du débat. Je ne le résoudrai pas ici, mais voudrais seulement rappeler quelques petites choses.

Regretter seulement la démocratie ? et pourquoi pas l'indépendance ?

Quand le fascisme s'est écroulé au Portugal après 48 ans d'obscurantisme, des militaires ont acquis une très grande popularité. Ils amenaient l'arrêt de la guerre coloniale et furent pris dans un tourbillon qu'ils n'avaient pas prévu : la révolution démocratique connut immédiatement un processus de transcroissance en révolution sociale. Cela gauchit de plus en plus nos militaires et cette circonstance amena certains courants de gauche ou d'extrême-gauche à relativiser énormément la question de la démocratie politique. Puisque les militaires étaient de gauche, pourquoi laisser un PS droitier publier librement le quotidien *A República* dont un Comité de travailleurs d'extrême-gauche venait de prendre la direction ? Puisque l'alliance

(1) Patrice Yengo, « Ordre de la transgression et démocratie en Afrique centrale », in *La Lettre du Forum de Delphes*, Paris/Athènes, oct.-nov. 1995, n° 11, pp. 2-3.

(2) Sur le coup à São Tomé, voir Gerhard Seibert, « São Tomé, the Military Coup as a Lesson », in *Lusotopie 1996*, Paris, Karthala, juin 1996.

MFA-Povo (3) était solide et pouvait être institutionnalisée, pourquoi organiser des élections générales. Et les militaires d'appeler à l'abstention...

L'instabilité politique aidant, la situation sociale ne s'améliorant pas, j'entendis pendant des années des Portugais demander quand la démocratie allait-elle s'arrêter. Mais quand le candidat de la droite revancharde, Soares Carneiro, ex-secrétaire général de l'Angola colonial se présenta, la peur fut telle que le socialiste Mário Soares, pourtant ex-Premier ministre de gouvernements instables voire désastreux, fut élu facilement président de la République, le premier président civil depuis 1926. Bien sûr il s'agissait du Portugal, qui pour être alors l'un des pays les plus arriérés du centre du monde, n'en faisait pas moins partie de ce centre.

Mais dans le même temps des Africains demandaient quand l'indépendance allait s'arrêter, quand les Portugais allaient-ils revenir, et l'un des fondateurs du parti d'Amilcar Cabral regretta publiquement, en 1993, l'indépendance de son pays...

Il ne faudrait quand même pas que quelques expressions frondeuses, quelques événements étonnants, viennent cacher les tendances de long terme.

Je n'aime pas le roi du Maroc, mais...

D'abord une leçon de l'histoire, de l'histoire de toute la terre : le pluralisme n'est jamais complètement formel. Oui, la démocratie ne se résume pas au pluralisme, le pluralisme au pluralisme politique, le

pluralisme politique au pluralisme des partis. Oui, le pluralisme n'est pas une condition suffisante de la démocratie. Mais il en est une condition indispensable.

Je n'aime pas le roi du Maroc. Mais j'aime mieux le Maroc avec l'opposition parlementaire autorisée, avec même des communistes qui sont royalistes, que le Maroc sans droit à l'opposition parlementaire et sans communistes royalistes. Au milieu des années 1980, l'apartheid en Afrique du Sud était encore solide. Mais le droit syndical fut étendu aux travailleurs noirs. L'apartheid avec le droit syndical, ce fut moins scandaleux que l'apartheid sans aucun droit du tout. Au Mozambique la RENAMO mena une guerre cruelle avec le soutien de l'apartheid. Mais le Mozambique est dans un meilleur état avec une RENAMO légale et devenue parti civil, avec une presse indépendante, que du temps du parti unique « marxiste-léniniste ».

Il n'y a pas de despotisme durablement éclairé. Même si la population peut à un moment donné applaudir à la sortie de parlementaires pourris. Les Bissau-Guinéens ont applaudi lors du coup d'État de 1980 qui chassa le président capverdien Luis Cabral. Ils avaient de très bonnes raisons. Ce qui a suivi n'a pas été meilleur et le chef de l'État en poste depuis lors réinvente périodiquement des Capverdiens pour pouvoir les chasser.

Car aucun de ces coups d'État plus « propres », plus populistes, peut-être même plus honnêtes et sincères, n'a touché au problème n° 1 : l'insertion de leur pays dans *la totalité des mailles* de la mondialisation — de la mendialisation de l'Afrique devrait-on dire. La première chose qu'ils font est de s'assurer de la poursuite de l'« aide », c'est-à-dire de

(3) MFA-Povo, alliance Mouvement des forces armées/Peuple, slogan du PCP et d'une partie de l'extrême gauche.

l'aide des corrupteurs. Un homme d'affaires de passage à Asmara ne disait-il pas, étonné par l'honnêteté d'un ministre refusant la destruction du vieux centre ville érythréen pour y construire du si beau béton : « Normalement, il suffit de déposer un million de francs dans une banque suisse ? » Normalement...

Une armée qui fait des coups d'État n'est pas citoyenne. Qu'elle commence par donner le droit de réunion à ses soldats, le droit syndical à ses sous-officiers, le droit d'élire des délégués à ses régiments, et alors peut-être de ses rangs pourra sortir une pensée citoyenne.

Entendez-vous la nuance au fond du trou ?

Devons-nous abandonner les mots ? Parce que la race des seigneurs qui nous gouvernent a (avait) la bouche pleine de « démocratie », faut-il lui laisser la parole, le concept ? Faut-il des guillemets pour la démocratie ? Faut-il laisser dire « A bas la démocratie ! » ? Je comprends tous les arguments de Yengo et de bien d'autres. Mais qui va voir la nuance, qui va entendre « A bas cette démocratie-là ? »

Le message qui passe est que LA démocratie a fait faillite. Il faut la *Good Governance*, la solidité de l'ordre. Alors que c'est l'absence de démocratie qui mène à la ruine. On

fait passer l'échec du libéralisme imposé par les bailleurs de fonds internationaux pour l'échec de la démocratie. C'est tout simplement une escroquerie intellectuelle. On raille des partis africains sans programme alors qu'il leur est interdit d'en avoir, que le consensus leur est imposé sur toutes les questions-clefs. Et on s'étonne après que leur seul moyen de se singulariser est de le faire selon des voies ethniques, à leur tour vite diabolisées.

On oublie que même le faible libéralisme politique qui a succédé aux partis uniques, n'a nullement été une conséquence du libéralisme économique adopté dix ans plus tôt, mais une conséquence de son échec. Pour éviter des explosions ou implosions sociales majeures, on a autorisé une fugace décompression autoritaire. A condition que rien ne change, et en particulier qu'il ne puisse y avoir autodétermination sur les questions-clefs : à condition qu'il n'y ait pas démocratie.

Oui : A bas le libéralisme, la « démocratie libérale », mais vive la démocratie tout court. La moindre concession sur ce terrain nous condamne.

Mais, bien sûr, ces lignes ont-elles une quelconque légitimité ? C'est un Blanc de France qui cause...

Michel Cahen

Centre d'étude d'Afrique noire

18 avril 1996